



Participation citoyenne lors du séisme du Sud-Ouest de Marrakech: Cas du douar Tadjgalt, province de Taroudant

Dr. Jamal BENABBI

Docteur en sciences politiques

Équipe de Recherche sur le Droit et les Technologie de l'Information
et de la Communication (ERDTIC)

Université Ibn Zohr, Agadir - Maroc

Introduction

Généralement, ce n'est pas l'existence du changement comme tel qui pose problème mais son imprévisibilité et son action qui peut surgir d'une manière contingente. Cela a poussé des chercheurs dans le domaine des théories de l'histoire à se demander s'il est possible d'expliquer certains événements, tels que les volcans et les tremblements de terre, d'une façon logique et rationnelle. On n'a donc cessé d'opposer la contingence des événements, l'impossible maîtrise du hasard, sa présence à la fois malicieuse et décisive. Pourtant, à partir d'une réflexion sur les crises, ces chercheurs n'ont pas pu se soustraire à cette question préalable de la possibilité d'une science du changement¹.

D'autres chercheurs ont essayé d'étudier la situation économique des pays et son influence sur la réaction aux catastrophes, en soulignant que les pays les plus pauvres sont les plus durement touchés par les catastrophes. Parfois aussi la lenteur ou les insuffisances des secours ajoutent à la gravité des circonstances. Ils ont essayé de démontrer qu'il n'y a pas de lien direct entre l'intensité d'une catastrophe et son impact destructeur, car le milieu social et culturel où elle survient amortit ou multiplie les dégâts, de même la réaction des populations dans les moments qui suivent la tragédie sont d'une grande importance.

Au Maroc, qui est un pays Nord-Africain et Méditerranéen, on peut avancer le constat qu'il est fortement menacé par différentes formes de catastrophes naturelles à cause de sa position géographique. C'est un pays qui peut se montrer vulnérable face aux séismes, sécheresse, désertification, tsunamis, épidémies, invasions acridiennes, etc.². Et si cette situation s'articule à d'autres facteurs comme la pression démographique, l'urbanisation, la littoralisation, les

¹ Daniel Parrochia, La forme des crises, logique et épistémologie, Champ Vallon, 2008, p. 13.

² Institut Royal des Études Stratégiques, Rapport de synthèse des travaux de la journée de réflexion prospective, Catastrophes naturelles : capacités d'anticipation du Maroc et orientations de politiques publiques au plan économique, financier, social et environnemental, 2023, p. 7.



changements climatiques, etc., les pouvoirs publics et leurs multiples partenaires seraient acculés à repenser leurs stratégies face à la gestion des crises.

Ainsi, lorsqu'un séisme d'une magnitude d'environ 6,8, selon l'échelle de Richter, a frappé le Haut-Atlas, au Sud-Ouest de Marrakech³ le 08 septembre 2023 à 23h11min, heure locale, des milliers de morts et de blessés ont poussé aussi bien les pouvoirs publics que la société civile à se mobiliser pour venir au secours des rescapés. Mais, les pouvoirs publics ont été dépassés par les campagnes d'aides qui ont commencé à déferler de toutes les régions du Royaume.

En se trouvant dans l'obligation d'enrayer certains agissements malsains (exploitations des photos par des influenceurs, harcèlements de jeunes femmes, etc.), les acteurs publics ont décidé d'intervenir pour recevoir les aides et se charger eux-mêmes de les distribuer plus tard selon les besoins de la population.

Toutefois, des associations ont continué à rendre visite aux populations sinistrées en coordonnant leurs actions avec des organismes locaux.

Par conséquent, cette mobilisation collective nous pousse à nous interroger sur l'efficacité de ces actions en se demandant :

- pourquoi les pouvoirs publics ont décidé d'interdire, à un moment donné, toute aide directe aux sinistrés ?
- quels genres d'aides la société civile a-t-elle mis en place pour agir efficacement ?
- peut-on dire que la participation citoyenne s'est substituée aux pouvoirs publics ? Ou bien s'agit-il d'une complémentarité ?

Et afin de répondre à ces questions, nous avons organisé des entretiens semi-dirigés avec des représentants d'associations et les familles des victimes dans le but de comprendre et d'expliquer cet engouement citoyen à travers les individus-cibles eux-mêmes, en recourant à la méthode de la rationalité cognitive⁴.

L'intervention des pouvoirs publics

Dès les premières heures qui ont suivi le séisme du 08 septembre au Maroc, les pouvoirs publics ont mobilisé les Forces Armées Royales, les autorités locales, la Gendarmerie Royale, les forces de sécurité et les services de protection civile afin d'accélérer le processus de sauvetage et l'évacuation des blessés et fournir une aide d'urgence aux populations touchées. Il y avait une mobilisation de tous les secteurs qui sont susceptibles d'intervenir pour une gestion efficace de la crise.

Cependant, la gestion des crises ne pourrait réduire les dégâts qu'en complétant un long travail de la prévention des risques. Celle-ci peut impacter directement l'intervention des secours, soit positivement quand cette prévention recourt à une

³ L'épicentre du séisme se trouve dans la commune rurale d'Ighil, province d'Elhaouz.

⁴ C'est une méthode adoptée par Raymond Boudon, appelée aussi l'individualisme méthodologique ou l'actionnisme, et qui consiste en une explication des faits sociaux à partir d'un contact direct avec des acteurs-sujets.



analyse complète, à une catégorisation et à une cartographie de ces risques, soit négativement lorsqu'il y a un manque de surveillance de leurs signaux faibles.

Ainsi, « un risque connu devient donc plus maîtrisable, permettant d'élaborer un dispositif d'alerte et de mise en condition de la population afin qu'elle adopte les comportements adéquats lorsqu'une crise se déclenche »⁵.

En fait, il est primordial d'instaurer une coordination entre la prévention des risques et la gestion des crises. Ce qui aurait pour impact la disposition d'organisations efficaces, lorsqu'elles ne sont pas efficaces, et susceptibles de mobiliser des citoyens acculturés aux risques. En plus, les structures publiques et privées auraient l'occasion d'être rôdées à la gestion des crises, avec des opérateurs formés et entraînés⁶.

Souvent, ce sont les pays les plus pauvres qui sont les plus durement touchés par les catastrophes. Parfois aussi la lenteur ou les insuffisances des secours ajoutent à la gravité des circonstances. Ce qui fait qu'« il n'y a pas de lien direct entre l'intensité d'une catastrophe et son impact destructeur, car le milieu social et culturel où elle survient amortit ou multiplie les dégâts, de même la réaction des populations dans les moments qui suivent la tragédie »⁷.

Dans le cas du douar Tajjgalt, commune de Tafengoult, se situant dans la province de Taroudant, Fadma⁸ nous a parlé des coupures d'électricité et la faiblesse du réseau qui ont entravé le contact à la fois avec les représentants des autorités (*Moqadem*) et les autres habitants pour avoir des informations sur la situation des victimes et des blessés.

Selon Khalid⁹, en plus du devoir des pouvoirs publics de goudronner les pistes et d'instaurer un réseau adéquat d'électrification, les habitants ont aussi leur degré de responsabilité puisque certains ne respectent pas les normes requises pour un habitat solide et salubre.

Les pouvoirs publics ont, certes, déployé de grands efforts afin d'ouvrir les routes, enlever les énormes rochers qui les bloquent, faciliter le passage des ambulances et faire parvenir des aides aux sinistrés. Mais, le rôle de la prévention des risques est de préparer une infrastructure susceptible de résister lors des catastrophes et non pas essayer de trouver des solutions rapiécées au moment de la survenue de la crise.

⁵ Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice, Articulation entre la prévention des risques et la gestion des crises, INHESJ, 2016, p. 8.

⁶ Idem. p. 8-9.

⁷ David Le Breton, Sociologie du risque, QUE SAIS-JE ? 2022, p. 54.

⁸ Fadma est une femme quinquagénaire qui est la seule rescapée de sa famille après avoir vu le toit de sa maison s'effondrer sur son mari et ses deux filles de 18 et 16 ans.

⁹ Khalid est un jeune étudiant en histoire-géo. à l'université Ibn Zohr d'Agadir.



Et c'est aux politiques publiques qu'incombe le devoir de développer chaque commune, en collaboration, bien sûr, avec la région qui est responsable des grands projets d'investissement.

Dans un entretien avec Ali, il nous a déclaré que les provinces du Souss manquent de grands projets d'investissement par rapport à d'autres régions, telles que Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra, « ce qui aurait permis de créer des opportunités pour les jeunes afin de s'installer dans leurs villages et communes, au lieu d'émigrer vers le centre et l'Ouest du pays »¹⁰.

L'étudiante Hanane, qui revient au douar pendant les vacances seulement, nous a dit aussi que « les villages sont délaissés par les jeunes parce qu'il n'y a pas de possibilités de travail »¹¹ ; la majorité des douars de ces contrées sont habités par des vieux qui continuent à exploiter leurs terres par attachement affectif seulement, alors que leur survie dépend, essentiellement, de leurs enfants ou familles vivant à l'étranger ou dans les grandes villes marocaines. « Comment pourrions-nous développer un village sans préparer des opportunités pour les jeunes en les incitant à s'y installer ? » S'interrogea-t-elle.

En tant que science de l'action publique, les politiques publiques reflètent les différentes stratégies de l'Etat en action, caractérisant les sociétés complexes ; c'est la complexité des structures et des relations sociales qui explique la naissance des politiques publiques, tout en discernant entre *policy* (une politique publique comme programme d'action) et *politics* (la politique en générale).

Et pour mieux cerner ces politiques publiques qui sont marquées avant tout par leur caractère sectoriel, chacune d'elles a été représentée comme « un secteur d'intervention correspondant à un découpage spécifique de la société pour en faire un objet d'action publique »¹².

Donc, les politiques publiques se constituent en réponse aux besoins de la sectorisation qui a accompagné la complexification des sociétés modernes. Les différents ensembles sectoriels dépendent les uns des autres (finance, enseignement, santé, agriculture, etc.) et se disputent l'accès aux ressources pour la concrétisation de leurs objectifs, de sorte que les politiques publiques représentent les moyens qui doivent être mis en œuvre pour éviter la désintégration de tous ces secteurs suite aux éventuels antagonismes.

La mise en œuvre des politiques publiques requiert également une répartition des compétences qui se trouvent aussi bien dans la législation adoptée que dans les statuts et les cahiers de charges des services administratifs concernés. Il peut s'agir de politiques agricoles, économiques ou sociales, etc. Ces éléments du programme politico-administratif « définissent aussi les mandats des acteurs associatifs qui sont investis d'un pouvoir public d'exécution [administration

¹⁰ On s'est entretenu avec Ali, étudiant en droit à l'université Ibn Zohr, dans un café à Agadir, le 21 mars 2024.

¹¹ Hanane est une jeune étudiante en Économie. Entretien réalisé au même douar, Tadjgalt, le 23 octobre 2023.

¹² Pierre Muller, *Les politiques publiques*, PUF, 2011, p. 7.



paraétatique] »¹³. Les décisions et les activités inhérentes aux politiques publiques sont réalisées par des acteurs publics, paraétatiques et privés qui appartiennent à un groupe décisionnel que l'on pourrait appeler " Arrangement Politico-Administratif " (APA).

Par conséquent, les politiques publiques sectorielles dans ces communes de la province de Taroudant n'ont pas encore pu concrétiser un développement durable susceptible d'encourager la population en général et les jeunes, plus particulièrement, à s'installer dans leurs douars et participer activement dans ce développement, que ce soit dans le secteur de l'enseignement, de la santé, du travail, de l'équipement, etc. Dans ce cas, la prévention des risques serait plus délicate puisque les infrastructures ne sont pas assez développées pour contrecarrer l'impact des catastrophes. Sans oublier la culture des citoyens qui participent à leur tour à la fragilisation de la gestion des crises quand ils bâtissent leurs maisons d'une manière aléatoire ou à côté des oueds, même si les pouvoirs publics en assument leur part de responsabilité puisqu'ils ont le pouvoir d'interdire de tels agissements.

Par ailleurs, il y avait une mobilisation de beaucoup de citoyens, à titre individuel ou collectif, qui ont essayé de collecter tout ce qui est susceptible d'aider les habitants (aliments, vêtements, médicaments, fournitures scolaires, jouets, etc.). Mais, certaines personnes ont commencé à chercher plus leur notoriété, à travers des photos et des vidéos prises de quelques enfants ou femmes dans des situations données pour les exploiter sur les réseaux sociaux. Ces actes ont suscité l'ire aussi bien de la société civile que des autorités. Aussi est-il que de jeunes femmes se sont plaintes d'harcèlements de certains citoyens censés venir apporter de l'aide.

Ce qui a acculé les pouvoirs publics à interdire aux individus d'accéder aux douars sinistrés. Ils ont coordonné avec une association reconnue d'utilité publique, à savoir la Fondation Mohamed V pour la solidarité, pour la collecte des aides et leur distribution par la suite selon le besoin de la population. Le personnel et le matériel de la fondation ont été installés avant l'entrée des villages sinistrés. Toutefois, certaines associations ont continué à chercher des moyens propices pour aider au désenclavement des victimes de ce séisme.

Et pour cette recherche, nous nous sommes restreint à montrer la participation citoyenne de deux associations, en l'occurrence Tamaynut et Amis des écoles, parce qu'elles sont liées à cette zone du douar Tajjgalt dans la commune de Tafengoult, objet de notre recherche, avant, pendant et après l'arrêt des secours et le démantèlement des hôpitaux de proximité. Ce qui veut dire que le choix de ces deux associations relève de la possibilité de nous permettre de faire le suivi et l'évaluation de l'impact de la participation citoyenne sur les personnes sinistrées.

¹³ KNOPFEL, P. LARRUE, C. et al., *Analyse et pilotage des politiques publiques*, PUQ. CA., 2015, p. 200.



La participation citoyenne de la société civile

M. Abdelaziz Yassine¹⁴, Professeur d'histoire à l'université Ibn Zohr d'Agadir, un passionné d'archives, surtout ceux qui ont une relation avec le Souss Marocain, nous a raconté comment, le deuxième jour après le séisme, il a acheté des aliments de première nécessité, rassemblé son paquetage qu'il a mis dans sa voiture et s'est dirigé vers Tadjgalt. Il nous a relaté comment il a installé sa tente dans le jardin d'une petite villa fermée, car son propriétaire habite en Europe, à l'entrée du douar après avoir demandé permission aux habitants.

En inspectant les lieux, il a commencé par la préparation de repas légers, car il savait que des visiteurs vont arriver bientôt. Yassine a accueilli les premiers arrivants en leur présentant le petit déjeuner. Il y en a même qui sont venus directement du Nord du pays (Nador et AlHoceima) apportant des médicaments. Il s'est avéré plus tard que c'est une association de médecins. Ses actions nous ont rappelé les paroles de Camille Chardon qui a évoqué le dilemme dans lequel pourrait se trouver chaque secouriste en expliquant que « Le sauveteur est comme un soldat. Il lutte pour la vie, il est prêt à risquer la sienne et sa présence sur le terrain, n'importe quel terrain, reconforte, redonne vaillance, rassure. Parfois, nul besoin de paroles, ses regards et ses gestes sûrs suffisent.

L'attente est synonyme d'inactivité, c'est un paradoxe pour le secouriste.

Voilà des heures que je suis assise dans la cour de cette école »¹⁵.

Yassine n'a dit à personne qu'il est professeur universitaire. Ce qui lui a facilité la tâche les premiers jours pour le montage de tentes, l'installation de latrines, etc.

Mais, il a été, par la suite, aperçu par certains de ses anciens étudiants de la faculté qui sont originaires du même douar. Ainsi, il a pris contact avec des associations locales.

Plus tard, il va se charger de faire l'éventail des besoins pour les rescapés et contacter les représentants des différentes associations nationales qu'il connaît pour demander leur aide (Organisation Tamaynut, Association Amis des écoles, association des ingénieurs marocains, des médecins, etc.). Mais, les associations locales lui ont expliqué qu'ils ont déjà contacté Tamaynut et Amis des écoles par d'anciens membres de ces deux organismes.

1- L'organisation Tamaynut

A partir de notre interview avec M. Sabri Abdellah, membre du bureau fédéral et vice-président de l'organisation Tamaynut, il nous a relaté comment ils sont intervenus dès les premières heures suivant le séisme. Ils ont diffusé un

¹⁴ Il fait de nombreux voyages aux montagnes, consulte les anciens documents, retrace la vie en commun des sociétés à travers des écrits religieux (au sein des zaouiyas ou mosquées), des coutumes et traditions que ce soit celles qui ont disparues (traces dans l'oralité) ou celles qui sont encore en vigueur, des manuscrits réglementant la gestion des greniers collectifs (Igoudars), etc.

¹⁵ Camille Chardon, Catastrophes naturelles : quand l'appel se fait cri, l'Harmattan, 2006, p.68.



communiqué interne, après la présentation des condoléances aux différentes familles touchées, demandant aux différentes sections (environ 25 sections nationales) de l'organisation de se mobiliser afin de collecter tout ce qui a relation avec le logement et l'alimentation. Puis, plusieurs réunions ont suivi afin de mettre en œuvre une caravane de solidarité. Ainsi, l'organisation Tamaynut a participé au désenclavement des populations sinistrées, que ce soit dans la région d'El Haouz ou bien vers la province de Taroudant, notamment au douar Tajjgalt.

La participation de cette organisation a consisté dans la procuration d'aliments de première nécessité, de vêtements, des couvertures, des dalots, construire de nouvelles latrines, collecte de médicaments d'urgence en collaboration avec des médecins, des tentes pour les familles qui ont perdu leurs maisons et de certaines cabanes en roseaux et bâches pour protéger aussi bien l'alimentation que le bétail d'éventuelles pluies, etc.



Mais, la grande préoccupation de l'organisation Tamaynut, d'après Hicham¹⁶, est sans doute la reconstruction ou le relogement de la population. Celle-ci s'est montrée rétive après la diffusion de certaines rumeurs qui préconisent le déplacement des citoyens vers la plaine afin de reconstruire avec des normes de sécurité. Ces rumeurs ont poussé aussi bien les citoyens que Tamaynut à se mobiliser pour revendiquer leur attachement à leur territoire ; car celui-ci ne consiste pas seulement en des chambres en béton armé, mais il a surtout relation

¹⁶ Hicham El Mastouri est membre du bureau fédéral de l'organisation Tamaynut. Il est chargé des relations internationales.



avec leur mode de vie reflété par la proximité de leurs terres de culture, de leurs points d'eau, de leurs vergers, etc.

C'est ce qui a été écrit également par certains chercheurs, tels que Mohamed Tozy qui s'est préoccupé des modes opératoires en se demandant s'il faut reconstruire ou restaurer, s'il faut travailler avec des matériaux locaux et utiliser les savoirs traditionnels ou bien opter pour le béton, etc.¹⁷

Pour Tozy, le point le plus important est la prise en considération des écosystèmes. Il a insisté sur le fait que « les opérateurs publics et privés sont préoccupés uniquement par les logements alors que le tremblement de terre a bouleversé les équilibres des territoires. Les terrasses – tout comme les réseaux d'irrigation qui ont coûté des millions d'heures de travail réparties sur plusieurs générations – ont été gravement endommagées. Une bonne partie du cheptel a été décimée, des stocks de céréales ont été perdus »¹⁸.

Quant au chercheur Hassan Rachik, il a insisté sur l'importance de comprendre la relation des habitants avec l'espace dans les zones sinistrées, en incitant les pouvoirs publics à comprendre la situation des habitants qui vivent sur l'agriculture et l'élevage. Ces derniers dépendent de l'eau et des activités économiques y afférentes. Mais, « il faut demander aux gens d'abord, les consulter s'ils veulent être relogés ailleurs, mais on croit que ceux qui pensent de partir ils le font pour les villes, sinon ils sont attachés à leurs terres »¹⁹.

L'organisation Tamaynut qui s'intéresse à la question identitaire et à la réhabilitation des savoir-faire des autochtones est allée dans le même sens en invoquant le droit des autochtones d'être consulté avant l'amorce, par les autorités compétentes, de tout projet d'investissement ou de développement les concernant. C'est ce qu'on appelle en droit international la consultation libre, préalable et éclairée.

2- L'association Amis des écoles

Juste après le séisme du 08 septembre 2023, l'association Amis des écoles s'est mobilisée vers certaines zones sinistrées pour installer des tentes, notamment sur le bloc Est de la montagne *Dren* dans la province de Taroudant. L'association a rendu visite à plusieurs douars dont Tajjgalt/ commune de Tafengoult, Tizert/ commune de Talkejjount, Assaka/ commune Imoulass, etc.

En plus de l'installation des logements, l'association a apporté des sanitaires pour quelques familles et elle a organisé des soutiens psychologiques et pédagogiques, pour des élèves, en collaboration avec des professeurs spécialisés.

¹⁷ Mohamed Tozy, Au Maroc, six mois après le séisme, les multiples défis de la reconstruction, Jeune Afrique, Avril 2024.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Voir l'article de l'anthropologue Hassan Rachik intitulé "Reconstruction du Haouz" sur www.Média24.com, consulté le 20 mars 2024.

Aussi est-il que l'association Amis des écoles a organisé, le 28 et 29 octobre 2024, avec d'autres collaborateurs, une caravane de solidarité au douar Tadjgalt, dans la commune de Tafengoult, Province de Taroudant.

Afin d'atténuer l'impact du sinistre, il y avait organisation de plusieurs activités ludiques pour les enfants : films éducatifs, jeux, compétitions, etc., en plus d'un soutien sous forme d'aides matérielles apportées à certaines familles qui sont dans le besoin absolu (surtout des vêtements pour affronter le froid d'hiver et certaines denrées de première nécessité).



Selon les statistiques reçues de la part du directeur des projets de cette association, M. Mhamed Al Hilali, on a résumé leur intervention au douar Tadjgalt dans le tableau suivant²⁰ :

Commune	douar	Nbre de décès	Pourcentage de la détérioration	Nbre des bénéficiaires	Nbre de familles bénéficiaires	Nature de l'intervention
Tafengoult	Tadjgalt	43	70%	77	22	<ul style="list-style-type: none"> - Don de cartables et de fournitures scolaires aux élèves. - Installation de tentes et de sanitaires pour quelques familles. - Soutien psychologique pour certains élèves qui ont perdu des parents ou des proches.

²⁰ Sachant que l'association a intervenue dans une dizaine d'autres communes touchées par le séisme.



Après une analyse de l'intervention des deux associations, on s'est demandé s'il s'agit d'une substitution aux pouvoirs publics ou bien d'une complémentarité ?

Que ce soit pour M. Sabri ou M. Al Hilali, c'est plutôt une complémentarité, car les pouvoirs publics ont été occupés par la recherche de survivants, l'ouverture des routes, et le désenclavement ; car ils savaient aussi que les aides ont commencé à déferler de partout et qu'il faut trouver des passages pour faire parvenir ces aides.

En plus, il y avait également la présence des militaires qui ont, très vite, installé des hôpitaux de proximité le plus proche possible des communes touchées par le séisme.

On peut dire que les deux associations ont fait de leur mieux pour soutenir des familles dans les zones sinistrées, que ce soit au niveau matériel ou psychologique.

Mais, l'action considérée comme la plus importante par l'organisation Tamaynut c'est de penser comment reloger (reconstruire) les sinistrés au sein de leur milieu, contrairement à ce qui a été décidé par certains politiques qui ont demandé le déplacement des populations vers des plaines et les déloger loin de leurs sources de survie et de leur milieu où ils avaient l'habitude de travailler leurs terres, d'entretenir les canaux d'irrigation, de planter des arbres, etc.

Et pour aider certaines familles à retrouver leur ancien rythme de vie, l'organisation Tamaynut a sollicité des alliés pour l'achat de bétails, des poules, etc.

C'est une vision basée sur la participation des citoyens dans le choix du mode de vie qu'ils veulent continuer à mener, sinon on va les pousser à migrer vers les villes et vivre dans la précarité.

La société civile a joué un grand rôle, à travers la consultation des citoyens et les associations locales, dans la reformulation des besoins des habitants. Ceux-ci espèrent être réinstallés dans leur territoire en restant à côté de leurs terres et points d'eau. Et c'est dans ce sens que l'organisation Tamaynut, en comprenant les représentations des sinistrés et leur culture a sollicité ses collaborateurs afin d'acheter du bétail, des poules, etc. pour permettre à certaines familles de retrouver leur ancien rythme de vie et les aider à reconstruire ce qui a été perdu.

La culture des gens est comprise dans ce contexte dans le sens donné par Herbert Marcuse qui la considère comme l'ensemble des fins morales, esthétiques et intellectuelles (valeurs) qu'une société considère comme le but de l'organisation, de la division et de la direction de son travail, le bien auquel le mode de vie qu'elle a institué soit donner accès. Par exemple, l'accroissement des libertés individuelle et publique, la diminution des inégalités qui entravent le développement de l'individu ou de la " personnalité ", et une gestion efficace et



rationnelle, peuvent être considérés comme des “valeurs de culture” représentatives d’une société industrielle évoluée²¹.

La culture serait, donc, un ensemble de valeurs, de coutumes et de traditions qui caractérisent une société donnée. Autrement dit, la culture est comme l’arrière-plan d’une société, reflétant les désirs et l’habitus des populations sur un territoire donné.

Toutefois, certains habitants ont commencé par protester en disant n’avoir pas bénéficié du soutien promis par le gouvernement marocain. Celui-ci avait déclaré qu’il consacrerait une aide financière directe s’élevant à 140 000 DH pour les logements totalement détruits et à 80 000 DH pour couvrir les travaux de réhabilitation des habitations partiellement effondrées²². Les personnes interviewées nous ont dit avoir été exclues de ces aides financières à cause, disent-ils, du personnel chargé de l’enregistrement des personnes sinistrées au sein des collectivités locales compétentes.

Selon Mohamed²³, plusieurs dysfonctionnements caractérisent ces aides, notamment la délimitation des listes des personnes qui vivent sur ces territoires d’une façon permanente et de celles qui n’y reviennent qu’occasionnellement.



Par conséquent, des habitants ont entamé des protestations parce qu’ils sont exclus du soutien gouvernemental d’une part, et qu’ils continuent à vivre dans une

²¹ Herbert Marcuse, *Culture et société*, Ed. Minuit, 1970, p.311.

²² www.cg.gov.ma

²³ Mohamed est un journaliste vivant à Rabat. Entretien réalisé le 16 février 2024.



situation critique, sous des tentes glaciales pendant l'hiver et infernales lors de la canicule d'été.

Ce qui pourrait déboucher sur la constitution d'un mouvement social rassemblant des "exclus" des soutiens financières à côté d'autres catégories sociales qui se sentent frustrés des politiques gouvernementales.



Conclusion

Lors du dernier séisme qui a frappé plusieurs communes des provinces d'Al-Haouz et de Taroudant, il y avait une intervention rapide des pouvoirs publics qui ont mobilisé toutes les autorités compétentes et susceptibles d'intervenir efficacement pour enrayer l'impact de la catastrophe sur les personnes sinistrées. Cependant, les infrastructures qui n'étaient pas assez développées, surtout les routes et les réseaux électriques et de la communication, n'ont pas facilité la tâche aux secours qui devraient agir immédiatement.

Par ailleurs, la société civile a essayé elle aussi d'apporter son soutien à travers une participation citoyenne reflétée par la collecte de matériaux de construction pour les tentes et les dalots, des denrées de première nécessité, des fournitures scolaires pour les élèves, des médicaments, des soutiens psychologiques, etc. Ce qui peut être considéré comme une complémentarité des actes gouvernementaux. Mais, l'effort considérable fourni consiste en une réflexion sur le relogement de la population suivant la perception de celle-ci et ses représentations.

Ce qui est défini par Rachik comme une stratégie qui va prendre en considération la relation avec les activités économiques des habitants. En d'autres termes, penser à reconstruire dans ce contexte de leurs activités habituelles²⁴.

Reste à souligner que si certaines défaillances ou des retards persistent encore dans l'exécution des projets lancés par le gouvernement, il se peut qu'un nouveau mouvement social serait sur le point d'être constitué pour la défense des droits des sinistrés sur leurs territoires.

²⁴ Hassan Rachik, Op.cit.



Bibliographie

- **Camille Chardon**, Catastrophes naturelles : quand l'appel se fait cri, l'Harmattan, 2006.
- **Daniel Parrochia**, La forme des crises, logique et épistémologie, Champ Vallon, 2008.
- **David Le Breton**, Sociologie du risque, QUE SAIS-JE ? 2022.
- **Hassan Rachik**, "Reconstruction du Haouz" sur www.Média24.com.
- **Herbert Marcuse**, *Culture et société*, Ed. Minuit, 1970.
- **Institut National des Hautes Études de la Sécurité et de la Justice**, Articulation entre la prévention des risques et la gestion des crises, INHESJ, 2016,
- **Institut Royal des Études Stratégiques**, Rapport de synthèse des travaux de la journée de réflexion prospective, Catastrophes naturelles : capacités d'anticipation du Maroc et orientations de politiques publiques au plan économique, financier, social et environnemental, 2023.
- **KNOPFEL, P. LARRUE, C.** et al., *Analyse et pilotage des politiques publiques*, PUQ. CA., 2015.
- **Mohamed Tozy**, Au Maroc, six mois après le séisme, les multiples défis de la reconstruction, Jeune Afrique, Avril 2024.
- **Pierre Muller**, *Les politiques publiques*, PUF, 2011.
- www.cg.gov.ma.